



Avril 2014

Réf. Eurogip - 93/F

# Point statistique AT-MP

# ALLEMAGNE

## Données 2009-2012

Collection de données statistiques relatives aux  
**accidents du travail (AT) et maladies professionnelles (MP)** dans les pays de l'Union européenne

## Préambule

L'assurance accident est l'une des cinq assurances obligatoires du système allemand de sécurité sociale. Les salariés sont assurés pour leurs activités au travail. Les élèves et les étudiants le sont pour leurs activités de la maternelle à l'établissement d'enseignement supérieur. D'autres groupes, tels que les salariés agricoles, les domestiques et les bénévoles sont également assurés par l'assurance accident. Le coût de cette assurance est supporté par les employeurs pour le secteur privé et par l'État pour le secteur scolaire.

Pour le secteur privé, les entreprises de l'industrie, du commerce et des services doivent s'affilier à la BG (*Berufsgenossenschaft* – Caisse d'assurance accident) dont elles dépendent en fonction de leur activité. Les BG sont des associations professionnelles de droit public à gestion paritaire. Elles accomplissent les tâches qui leur incombent sous leur propre responsabilité. Si elles sont autonomes pour leur gestion, elles sont financièrement solidaires entre elles. La prévention des risques professionnels est l'un de leurs devoirs fondamentaux. Elles sont actuellement au nombre de 9.

Pour le secteur public, l'homologue de la BG est l'UVTöH (*Unfallversicherungsträger der öffentlichen Hand* – Caisse d'assurance accident du secteur public). Il existe, en général, une caisse d'assurance accident du secteur public par région. Mais plusieurs caisses pour les pompiers couvrant chacune plusieurs régions sont en fonction. En revanche, la caisse des chemins de fer et celle des services postaux et des télécommunications sont nationales. Ces caisses d'assurance du secteur public assurent le secteur public, les élèves et les étudiants.

Les conséquences des accidents du travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles sont assurées par les BG et les UVTöH selon l'appartenance de la victime à tel ou tel secteur. Le financement par cotisation est à la seule charge des employeurs, privés ou publics, dans le cadre d'un système de répartition. L'ensemble des caisses est chapeauté par la DGUV (*Deutsche Gesetzliche Unfallversicherung*, Assurance accident obligatoire allemande) qui est un organisme de droit privé.

## 1. Nombre de personnes et d'entreprises assurées

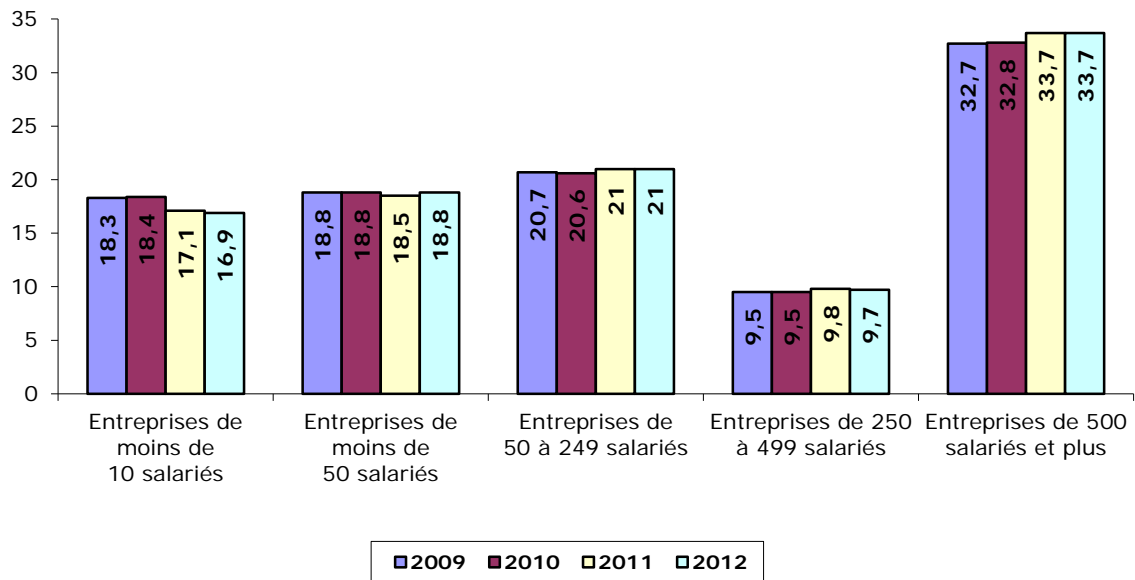
Nombre de salariés/ personnes assuré(e)s	2009	2010	2011	2012
Personnes assurées de l'industrie, du commerce et des services	47 074 588	47 696 964	48 493 372	48 914 393
Personnes assurées du secteur public	10 908 665	10 728 853	10 366 037	10 094 501
<b>Total</b>	<b>57 983 253</b>	<b>58 425 817</b>	<b>58 859 409</b>	<b>59 008 894</b>
Salariés de l'industrie, du commerce et des services en équivalent temps plein	31 302 221	31 800 544	32 338 580	32 857 103
Salariés du secteur public en équivalent temps plein	5 160 602	5 140 625	5 137 011	5 099 910
<b>Total</b>	<b>36 462 823</b>	<b>36 941 169</b>	<b>37 475 591</b>	<b>37 957 013</b>

Le nombre de salariés en équivalent temps plein est calculé par référence au nombre annuel moyen d'heures travaillées dans le secteur industriel (1 570 heures en 2009, 1 600 heures en 2010, 1 590 en 2011 et 1 580 en 2012). Ces données incluent les ONG, la Croix-Rouge allemande, les pompiers et sauveteurs volontaires, les donneurs de sang et d'organes, les salariés de l'aide à domicile...

Nombre d'entreprises assurées <sup>(1)</sup>	2009	2010	2011	2012
Entreprises de l'industrie, du commerce et des services	3 188 801	3 307 526	3 228 380	3 218 515
Secteur public	24 760	24 051	23 589	23 546
<b>Total</b>	<b>3 213 471</b>	<b>3 331 577</b>	<b>3 251 969</b>	<b>3 242 061</b>

(1) hors employeurs familiaux, ONG, bénévoles et aides à domicile

## 2. Répartition des salariés en équivalent temps plein par taille d'entreprise



### 3. Sinistralité des accidents du travail et des accidents de trajet

Les données suivantes portent sur les accidents à déclaration obligatoire, reconnus après examen par les caisses d'assurance, ayant entraîné un arrêt de plus de 3 jours. L'employeur n'est pas légalement tenu de déclarer les accidents de moins de 3 jours d'arrêt. Ces informations ne sont pas disponibles dans les statistiques technologiques. Comme ils peuvent générer une dépense, ils sont enregistrés mais non codés.

#### 3.1 Accidents du travail reconnus avec au moins trois jours d'arrêt – secteurs privé et public

Année	AT	A de trajet	Total
2005	931 932	185 146	1 117 078
2006	948 546	191 186	1 139 732
2007	959 714	167 067	1 126 781
2008	971 620	176 608	1 148 228
2009	886 122	178 590	1 064 712
2010	954 459	223 973	1 178 432
2011	919 025	188 452	1 107 477
2012	885 009	176 356	1 061 365

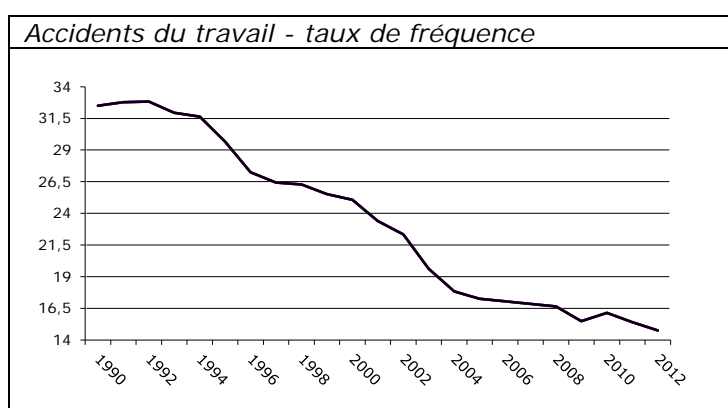
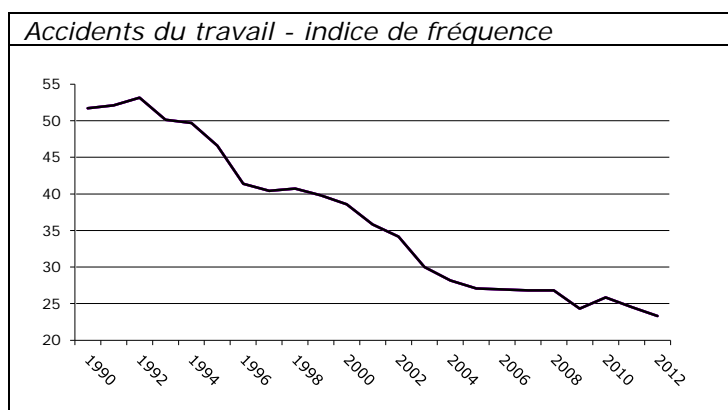
#### 3.2 Accidents mortels du travail en valeur absolue – secteurs privé et public

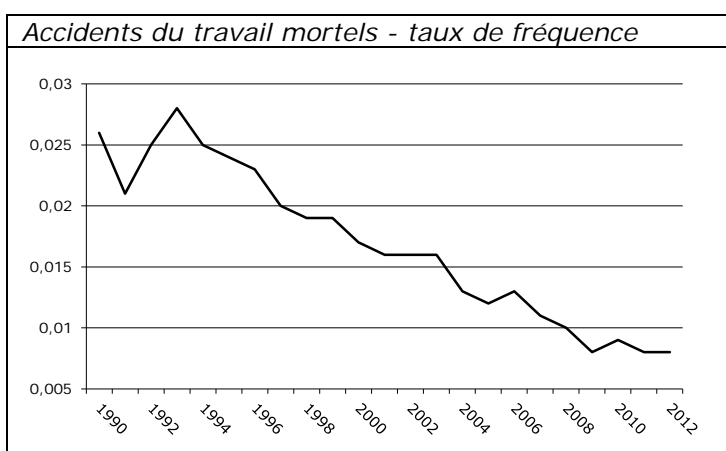
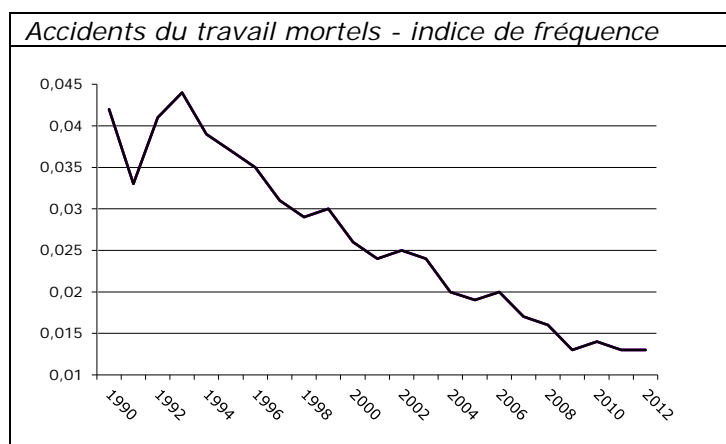
Année	AT mortels	A de trajet mortels	Total
2005	656	552	1 208
2006	711	535	1 246
2007	619	503	1 122
2008	572	458	1 030
2009	456	362	818
2010	519	367	886
2011	498	394	892
2012	500	386	886

### 3.3 Indice et taux de fréquence pour l'ensemble des accidents du travail reconnus et les accidents du travail mortels reconnus (hors trajet) – secteurs privé et public

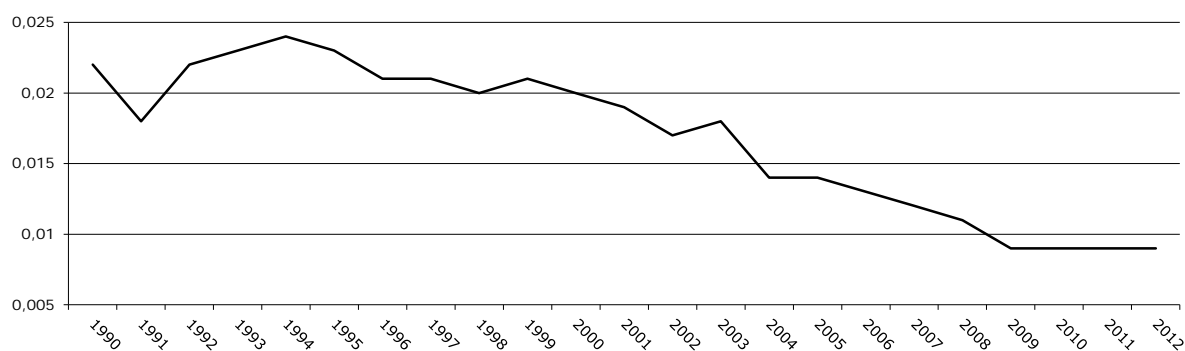
- L'indice de fréquence est le ratio du nombre de sinistres rapporté à 1 000 salariés (équivalent temps plein).
- Le taux de fréquence est le ratio du nombre de sinistres rapporté à 1 000 000 d'heures travaillées.

Année	Indice de fréquence AT	Taux de fréquence AT	Indice de fréquence AT mortels	Taux de fréquence AT mortels
2005	27,08	17,25	0,019	0,012
2006	26,95	17,06	0,020	0,013
2007	26,81	16,86	0,017	0,011
2008	26,80	16,64	0,016	0,010
2009	24,30	15,48	0,013	0,008
2010	25,84	16,15	0,014	0,009
2011	24,52	15,42	0,013	0,008
2012	23,32	14,76	0,013	0,008





*Évolution sur le long terme des accidents de trajet mortels exprimés en indice de fréquence*

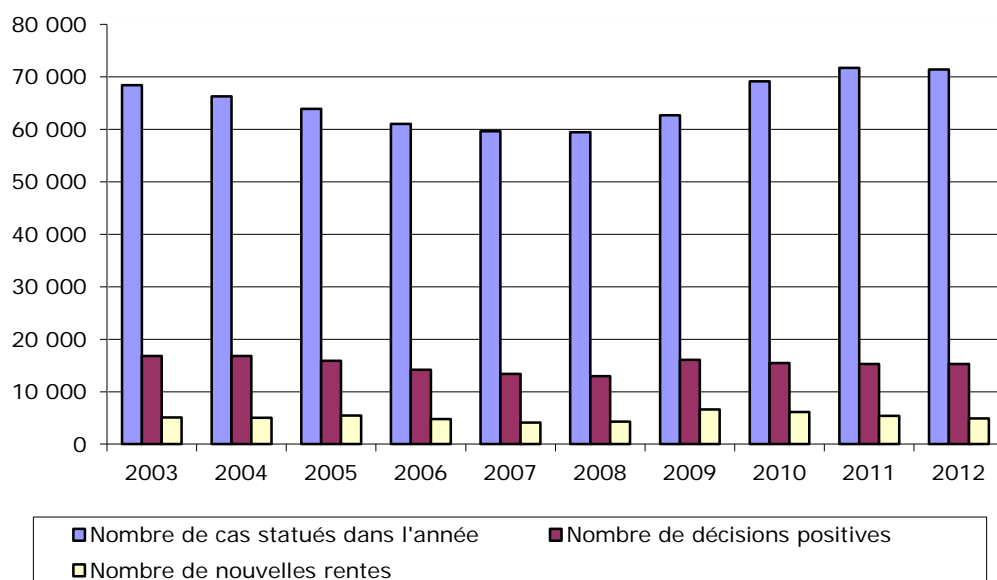


## 4. Sinistralité des maladies professionnelles (incluant élèves et étudiants)

Année de référence	2009	2010	2011	2012
Demandes de reconnaissance <sup>(1)</sup>	66 951	70 277	71 269	70 566
Nombre de cas statués <sup>(2)</sup>	62 702	69 186	71 738	71 389
Maladies non reconnues	37 132	37 967	37 165	36 096
<b>Maladies dont le lien avec le travail est médicalement établi <sup>(3)</sup> :</b>	<b>25 570</b>	<b>31 219</b>	<b>34 573</b>	<b>35 293</b>
- dont maladies formellement reconnues	16 078	15 461	15 262	15 291
- dont nouvelles rentes <sup>(4)</sup>	6 643	6 123	5 407	4 924
- dont absence d'un critère assurantiel <sup>(5)</sup>	9 492	15 758	19 311	20 002

- (1) Le nombre de demandes de reconnaissance inclut toutes les demandes de reconnaissance introduites par les médecins et les employeurs qui doivent obligatoirement communiquer ces cas à la caisse d'assurance. D'autres organismes sociaux fournissent des données aux caisses d'assurance ainsi que les assurés.
- (2) Cumul des maladies non reconnues et des maladies dont le lien avec le travail est établi.
- (3) Cumul des maladies formellement reconnues et des maladies avec absence d'un critère assurantiel
- (4) Nouvelles rentes accordées dans l'année de référence : à noter qu'en Allemagne une rente ne peut être versée (AT ou MP reconnus) que si la perte de capacité de gain (taux d'IPP) est  $\geq$  à 20 % pour une durée minimale de 26 semaines.
- (5) Ce poste comptabilise les cas de maladies pour lesquels un lien avec le travail a été médicalement établi mais dont un critère assurantiel n'est pas rempli. Il s'agit de certaines pathologies de la liste des MP (ex. maladies de la peau) pour lesquelles la reconnaissance (et donc l'indemnisation) suppose une gravité telle que la victime soit contrainte de s'abstenir de toute activité qui entraîne ou pourrait entraîner le développement, l'aggravation ou la récurrence de l'affection. Cependant, l'assurance accident est tenue d'offrir des prestations de prévention individuelles pour ces cas. Enfin, la reconnaissance définitive en MP peut intervenir rétrospectivement si le critère manquant est rempli.

### 4.1 Nombre de cas statués, de décisions positives et de nouvelles rentes



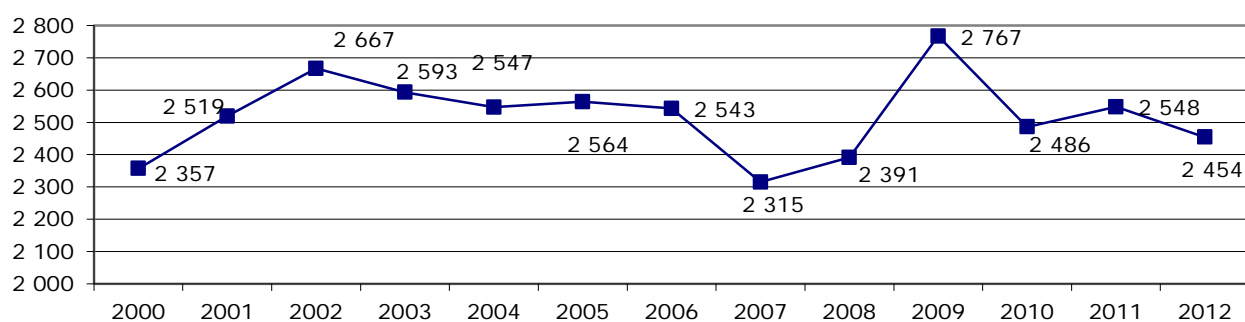


## 4.2 Taux de décisions positives

Année	Cas statués	Décisions positives	Ratio
2000	75 060	18 000	23,98 %
2001	72 306	17 950	24,83 %
2002	70 649	17 722	25,08 %
2003	68 452	16 778	24,51 %
2004	66 316	16 784	25,31 %
2005	63 909	15 920	24,91 %
2006	61 059	14 156	23,18 %
2007	59 643	13 383	22,44 %
2008	59 468	12 972	21,81 %
2009	62 702	16 078	25,64 %
2010	69 186	15 461	22,35 %
2011	71 738	15 262	21,27 %
2012	71 389	15 291	21,42 %

Le taux de décisions positives est calculé en rapportant le nombre de décisions positives au nombre de cas statués dans l'année et non pas à celui des demandes de reconnaissance.

## 4.3 Évolution du nombre de décès des suites d'une maladie professionnelle



## 5. Données financières

### 5.1 Détail des dépenses de la DGUV

Les statistiques financières portent sur l'ensemble des dépenses d'accidents du travail, de trajet et de maladies professionnelles quelle que soit la durée de l'arrêt de travail. Ces statistiques sont illustrées par les deux tableaux suivants. Le premier tableau détaille l'ensemble des dépenses de la DGUV pour les secteurs privé, public et scolaire. Le second tableau traite uniquement des dépenses du secteur privé soit l'équivalent du régime général français.

Sommes exprimées en millions d'euros

DGUV	2009	2010	2011	2012
Actions de prévention	915	911	948	1 013
<b>Réparation - nature et espèces</b>	<b>9 027</b>	<b>9 304</b>	<b>9 370</b>	<b>9 460</b>
<i>dont traitement médical et réadaptation</i>	3 453	3 676	3 797	3 863
<i>dont rentes, indemnités, capital</i>	5 574	5 628	5 573	5 597
Gestion	1 334	1 276	1 301	1 341
<b>Total</b>	<b>11 277</b>	<b>11 491</b>	<b>11 618</b>	<b>11 815</b>

Secteur privé	2009	2010	2011	2012
<b>Réparation - nature et espèces</b>	<b>7 791</b>	<b>8 020</b>	<b>8 065</b>	<b>8 152</b>
<i>dont traitement médical et réadaptation</i>	2 816	3 001	3 099	3 168
<i>dont rentes, indemnités, capital</i>	4 975	5 019	4 966	4 984

### 5.2 Nombre de bénéficiaires de rentes au 31/12/2012 (stock de bénéficiaires d'une rente)

Rentes versées	1990	2000	2010	2011	2012
Assurés	630 621	847 884	758 374	747 685	737 860
Veuves ou veufs	114 674	123 530	109 023	107 698	105 514
Orphelins	22 879	20 292	13 837	12 894	12 364
Autres ayants droit	303	127	34	31	33
<b>Total</b>	<b>768 477</b>	<b>991 833</b>	<b>881 268</b>	<b>868 308</b>	<b>855 771</b>



EUROGIP est un groupement d'intérêt public (GIP) créé en 1991 au sein de la Sécurité sociale française.

Ses activités s'articulent autour de 5 pôles : enquêtes, projets, information-communication, normalisation et coordination des organismes notifiés.

Elles ont toutes pour dénominateur commun la prévention ou l'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles en Europe.

[www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)

Droits de reproduction : EUROGIP se réserve le droit d'accorder ou de refuser l'autorisation de reproduire tout ou partie de ce document. Dans tous les cas, l'autorisation doit être sollicitée au préalable et par écrit et la source doit être impérativement mentionnée.

EUROGIP

Point statistique AT-MP ALLEMAGNE - Données 2009-2012

Paris : EUROGIP

Réf. Eurogip-93/F

2013 - 21 x 29,7 cm - 9 pages

ISBN : 979-10-91290-38-8

55, rue de la Fédération - F-75015 Paris

Tél. +33 0 1 40 56 30 40

Fax +33 0 1 40 56 36 66

